

# Les gauches françaises, entre recomposition permanente et lutte pour la survie

par Fabien Escalona

*Depuis une quinzaine d'années, les gauches françaises traversent une période de recompositions spectaculaires. Aucune force n'a cependant réussi à s'imposer durablement comme un nouvel acteur hégémonique depuis l'effondrement de la social-démocratie. Les élections présidentielles et législatives de 2022 seront cruciales pour deux raisons : tous les partis sont à la recherche d'un meilleur rapport de forces, et beaucoup d'entre eux jouent leur existence.*

À la veille de l'élection présidentielle française d'avril 2022, six candidats de gauche sont en compétition pour attirer les suffrages des citoyens. Depuis cinq ans, le poids électoral total de cet espace politique, au-delà de ses divisions internes, se situe à un niveau historiquement faible. Dans le même temps, on constate la persistance de sa domination par une branche plus radicale que la social-démocratie, dont l'hégémonie apparaît définitivement appartenir au passé.

Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, respectivement issus du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et de Lutte ouvrière (LO), sont les représentants d'une extrême gauche trotskyste très minoritaire. Fabien Roussel défend les couleurs du Parti communiste français (PCF), qui n'avait pas présenté de candidat à cette élection depuis quinze ans. Jean-Luc Mélenchon est un candidat de gauche radicale qui a fondé La France insoumise (LFI) il y a cinq ans, mais préfère arborer la bannière de l'Union populaire. Il est en tête des intentions de vote, devant les candidats précédents mais également devant les deux représentants les plus proches du centre-gauche : Yannick Jadot, pour Europe Écologie-Les Verts (EELV) et Anne Hidalgo pour le Parti socialiste (PS).

Pour comprendre ce paysage et les enjeux du scrutin, il faut remonter au moins jusqu'à 2009. Cette année-là, des mouvements importants ont agité l'espace de la gauche radicale et l'ont durablement transformé. Auparavant, la décennie écoulée avait été marquée par sa grande fragmentation. Pour la première fois, en 2002, le candidat communiste avait été devancé par deux candidats trotskystes à l'élection présidentielle (voir tableau 1.1). Vierges de l'exercice du pouvoir, ces derniers avaient offert un débouché alternatif aux électeurs de gauche déçus par la politique gouvernementale du socialiste Lionel Jospin, éliminé dès le premier tour. Mais les candidatures à la gauche de ce dernier étaient nombreuses, sans qu'aucune ne se détache des autres.



En 2005, une dynamique unitaire avait certes surgi grâce à la mobilisation contre le Traité constitutionnel établissant une Constitution pour l'Europe (TCE). Communistes, trotskystes, altermondialistes mais aussi des dissidents socialistes et écologistes avaient mené une campagne victorieuse pour le 'non' au référendum convoqué par le Président Jacques Chirac. Cependant, cette dynamique n'avait pas trouvé de traduction dans le champ électoral. À l'élection présidentielle de 2007, l'offre de la gauche radicale était donc restée pléthorique et sans effet sur le cours de la vie politique nationale.

C'est ce qui a commencé à changer deux ans plus tard, de manière concomitante à la Longue Dépression qui a englouti l'économie mondiale. Cette coïncidence historique ne doit cependant pas être lue comme un lien de causalité. Les initiatives politiques de l'époque ont en effet été prises pour des raisons stratégiques qui n'avaient que peu à voir avec la crise économique elle-même.

### **2009-2017 : la recomposition de la gauche radicale au profit de Jean-Luc Mélenchon**

En février 2009, les dirigeants trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont décidé de la transformer en NPA. Ils ont engagé cette mutation en s'appuyant sur la popularité d'Olivier Besancenot, qui avait été le seul candidat de gauche radicale à avoir atteint un score honorable en 2007. Dans leur esprit, un large espace politique était désormais disponible grâce au déclin du PCF et à l'évolution droitiste du PS. L'ambition du nouveau parti consistait à s'adresser à « tous les opprimés » et à les rassembler dans une « organisation vivante », défendant une « rupture révolutionnaire avec l'ordre établi ».

Le projet s'est cependant soldé par un échec. La cohabitation entre les militants d'origines diverses s'est avérée délicate, et le NPA a été critiqué pour sa stratégie électorale solitaire. Le choix de Besancenot de renoncer à incarner le parti à l'élection présidentielle de 2012 a également affaibli le parti. En parallèle, l'autre parti d'extrême gauche, Lutte ouvrière, a poursuivi un chemin dépourvu de toute innovation doctrinale ou organisationnelle, se contentant d'un socle électoral ne dépassant pas les 200 000 voix. En définitive, la décennie 2010 a donc été marquée par une marginalisation des partis trotskystes qui avaient percé la décennie précédente. *A priori*, le scrutin de 2022 confirmera cette tendance lourde.

Les malheurs de l'extrême gauche ont fait le bonheur d'un autre regroupement, davantage couronné de succès au début des années 2010 : le Front de gauche. Cette alliance a réuni, à partir de 2009, le PCF et du Parti de gauche tout juste lancé par l'ex-socialiste Jean-Luc Mélenchon. Elle a permis à ce dernier de s'imposer comme une figure centrale non seulement de la gauche radicale, mais de la gauche entière. L'homme venait du PS, au sein duquel il fut longtemps l'animateur d'une faction ancrée dans l'aile gauche du parti. Avec les dissidents socialistes qui l'ont suivi lors de son départ en 2008 pour fonder le PG, il avait



participé à la campagne pour le « non » au TCE en 2005. Cet événement fut majeur pour la suite de sa trajectoire. Intellectuellement et culturellement, ce combat commun a en effet rendu la scission pensable, et donc possible.

Cette dernière est devenue effective en 2008, quand des raisons plus stratégiques se sont ajoutées à cette rupture déjà consommée sur le plan des idées et des affects. D'une part, Jean-Luc Mélenchon et ses amis ont constaté leur isolement au sein de l'aile gauche du PS, qui avait elle-même enregistré un score modeste au congrès ayant suivi l'élection présidentielle perdue par Ségolène Royal. D'autre part, des signaux positifs sont venus du PCF, qui s'est prononcé en faveur de « fronts à gauche avec des personnalités et des organisations ». Enfin, la perspective des élections européennes était alléchante : le scrutin se révélait propice à reconstituer « l'arc du non » qui avait été forgé en 2005. Enfin, n'oublions pas qu'en Allemagne, *Die Linke* a été fondée en 2007, et rassemblait des sociaux-démocrates en rupture avec le SPD et les néo-communistes du PDS. Jean-Luc Mélenchon avait ce précédent à l'esprit au moment de se lancer dans l'aventure du PG et du Front de gauche, même si ce dernier, officialisé en 2009, n'a été dès le départ qu'un cartel de partis. En l'occurrence, il a réuni le PG, le PCF et un troisième pôle baptisé « Ensemble », caractérisé par une identité plus libertaire.

Dès 2009, le pari du Front de gauche a réussi. La coalition a en effet dépassé le NPA aux élections européennes. Ce succès a aidé à maintenir la confiance entre ses membres, et a débouché sur le choix de Jean-Luc Mélenchon comme candidat à la présidentielle de 2012. Avec 11,1% des suffrages recueillis à la suite d'une campagne remarquée, ce dernier a réalisé un score qu'aucun candidat de gauche radicale n'avait été capable d'atteindre depuis les années 1980. Ce succès n'a cependant pas été durable. En dépit de l'impopularité du gouvernement socialiste, le Front de gauche s'est révélé incapable d'attirer les électeurs du PS démobilisés aux élections intermédiaires. Plusieurs facteurs ont concouru à cet échec. Contrairement à d'autres pays ayant subi la crise des dettes souveraines, en Europe du Sud notamment, la France a subi une austérité modérée et n'a pas connu de mouvement social de masse. De plus, les membres du Front de gauche ont été divisés par des désaccords rampants sur la stratégie à suivre aux élections locales, sans qu'aucun acteur n'ait assez de poids pour imposer sa volonté aux autres.

### **Le séisme électoral de 2017**

Tout a changé à partir de la fin 2015, ce qui a ouvert la voie à une restructuration profonde – et durable – des rapports de forces internes aux gauches françaises. Les socialistes au pouvoir ont alors lancé deux projets qui ont été ressentis comme des provocations par le cœur le plus fidèle de leur base électorale. Le premier projet, qui n'a finalement pas abouti, visait à étendre et inscrire dans la constitution le principe de déchéance de nationalité. Le



libéralisme culturel, qui unifie les électeurs de gauche par-delà leur diversité, était violemment attaqué par un projet qui impliquait de distinguer différentes catégories de Français. Le second projet, qui a été mis en œuvre, consistait en une réforme du droit du travail réduisant la protection des salariés. Alors que les concessions néolibérales du PS s'étaient plutôt cantonnées à la politique budgétaire, aux marchés financiers et aux privatisations, elles s'étendaient désormais à la relation salariale. La 'loi travail' a suscité une forte résistance syndicale, mais a aussi été à l'origine d'un mouvement social original. Les participants à « Nuit Debout » ont occupé les places des grandes villes (notamment à Paris) pendant plusieurs semaines, pour dénoncer « la loi travail et son monde ».

À ce moment crucial, deux offres politiques ont réussi à mobiliser les diverses fractions d'un électorat socialiste heurté par ces développements : d'un côté le centre autonome d'Emmanuel Macron, ancien ministre de François Hollande, qui s'est adressé aux votants les plus modérés ; d'un autre côté Jean-Luc Mélenchon, qui s'est adressé aux votants les plus à gauche. Entretemps, ce dernier avait accompli un virage stratégique vers le populisme de gauche. En lançant de manière unilatérale son mouvement La France insoumise, il s'est émancipé du PCF et de Front de gauche tout entier, considéré comme une structure obsolète et contraignante.

L'objectif de LFI consistait à « fédérer le peuple » plutôt que de « rassembler la gauche », d'où l'abandon assez large des codes symboliques attachés à ce camp historique. Si ce populisme peut néanmoins être qualifié de gauche, c'est que le programme et les discours du candidat s'inscrivaient certes dans une rhétorique valorisant le peuple souverain contre les élites dirigeantes ayant failli à leur tâche, mais concevaient ce peuple comme pluriel et réuni par des demandes d'égalité sociale et de droits politiques. Le pari, qui n'a été que partiellement remporté, consistait à rassembler autour de ces demandes des citoyens qui ne se reconnaissaient pas forcément dans la gauche historique. Il était similaire au pari fait en Espagne par le nouveau parti Podemos, lancé en 2014, qui largement s'est substitué à Die Linke dans les sources d'inspiration de Mélenchon et ses amis. L'entreprise discursive, en tout cas, était très différente de la droite radicale qui cherche à mobiliser les électeurs « natifs » contre les groupes qui ne sont pas considérés comme « purs » ethniquement ou culturellement.

On peut parler de séisme électoral en 2017, dans la mesure où aucun des deux grands partis de gouvernement de la Cinquième République n'a figuré au second tour. Emmanuel Macron, soutenu dans son entreprise centriste par tout un pan de l'aile droite du PS, a en effet affronté l'extrême droite représentée par Marine Le Pen. Le candidat socialiste, Benoît Hamon, a recueilli un score humiliant de 6%. Le score du PS aux législatives a confirmé que c'était le parti lui-même qui était déserté, puisqu'il n'a recueilli que 7,5 % des suffrages, c'est-à-dire moins que le score le plus bas de son histoire (10 %) en... 1906, lorsque la jeune organisation



socialiste n'était âgée que d'un an. Autrement dit, les Français ont assisté au cas rare d'un effondrement partisan. Dans toutes les régions d'Europe, la social-démocratie est en crise pour des raisons structurelles, qui sont liées à la déstabilisation des compromis néolibéraux depuis la grande crise de 2008. Pourtant, seuls quelques partis ont perdu le statut qu'ils avaient conquis dans leur système politique national, comme le Pasok grec ou les travaillistes néerlandais. Le PS s'est ajouté à ce club peu enviable.

En revanche, avec près de 20% des suffrages, Jean-Luc Mélenchon a réussi une nouvelle performance inédite pour la gauche radicale. Défendant inlassablement un changement constitutionnel, la planification écologique et la redistribution des richesses, il a propulsé une force « rouge-verte » en tête des gauches françaises. Le PCF l'a soutenu faute de mieux et à la suite d'âpres débats internes, mais n'a pas réussi à nouer d'alliances pour les législatives avec LFI. Il a difficilement sauvé son groupe à l'Assemblée nationale, tandis que LFI a obtenu largement plus de voix et un peu plus de députés, tout en consolidant son identité. L'originalité du cas français réside dans le fait qu'un ex-socialiste est parvenu à recomposer le champ de la gauche radicale à son profit, après une coopération avec le PCF abandonnée en cours de route.

Left candidates at the French presidential elections, and their scores (2002-17)

	PS	EELV	PCF	Left Front	LFI	Trotskyist parties	Other
2002	Jospin (16.2%)	Mamère (5.3%)	Hue (3.4%)	-	-	Besancenot, LCR (4.2%) Gluckstein, PT (0.5%) Laguiller, LO (5.7%)	Taubira (2.3%)
2007	Royal (25.9%)	Voynet (1.6%)	Buffet (1.9%)	-	-	Besancenot, LCR (4.1%) Laguiller, LO (1.3%) Schivardi, PT (0.3%)	Bové (1.3%)
2012	Hollande (28.6%)	Joly (2.3%)		Mélenchon (11.1%)	-	Arthaud, LO (0.6%) Poutou, NPA (1.2%)	-



2017	Hamon (6.4%)	-	-	Mélenchon (19.6%)	Arthaud, (0.6%) Poutou, (1.1%)	LO NPA	-
------	-----------------	---	---	----------------------	---	-----------	---

Source: Ministry of Interior.

## 2017-2022 : cinq ans d'opposition qui n'ont servi à rien ?

Durant le quinquennat d'Emmanuel Macron, les rapports de force internes aux gauches française ont à nouveau été déstabilisées, sans que cela n'implique un retour à la situation antérieure. Il en a résulté une situation stratégique très précaire et inquiétante pour l'ensemble des forces politiques concernées.

Pour commencer, Jean-Luc Mélenchon n'a pas réussi à agréger des soutiens supplémentaires et à établir son hégémonie sur la gauche, en dépit du très bon score qu'il avait obtenu à l'élection présidentielle. Nous ne détaillerons pas ici les péripéties qui ont marqué ces cinq années. Mais l'image de Mélenchon lui-même s'est dégradée, tandis que LFI n'est pas apparu comme un mouvement assez attractif et accueillant, et n'a fourni aucun effort significatif d'implantation locale. Cela est en partie dû à la conception explicite de ce parti comme un mouvement « gazeux », sans statuts ni structures permettant des débats internes et contraignant le noyau dirigeant à rendre des comptes. Ses ressources semblent avoir été préservées uniquement pour le grand moment de la présidentielle.

De leur côté, les écologistes d'EELV ont relevé la tête, en réalisant de bien meilleures performances que LFI aux élections européennes et locales. Les scrutins locaux, en particulier, ont montré qu'ils pouvaient arriver en tête de la gauche lorsque celle-ci était dans l'opposition. Mais EELV est resté un petit parti, qui n'a pas été en mesure de construire une véritable « contre-société » écologiste en quarante ans d'existence. Il apparaît encore mal adapté aux scrutins décisifs pour le pouvoir national, alors même que ses membres ont proclamé que la charge de l'alternance leur revenait désormais. Ce renversement de hiérarchie n'a cependant jamais été véritablement accepté par le PS, dont les illusions de restauration ont été entretenues par le maintien global de leurs positions aux élections locales, au point que ses dirigeants ont prétendu que le parti restait la « force motrice » de la gauche (autrement dit, la seule capable de susciter l'alternance).

À la veille de l'élection présidentielle de 2022, la répartition des atouts et des handicaps était telle qu'elle dessinait un « équilibre des impuissances ». Aucune force n'a accumulé assez de ressources politiques pour forcer les autres à accepter son leadership, mais chaque force en



a conservé assez pour prétendre faire cavalier seul en attendant que les autres se rangent derrière sa bannière. Des discussions programmatiques et des accords électoraux liant élection présidentielle et élections législatives auraient pu permettre de sortir par le haut de cette situation. Mais la méfiance s'est révélée trop grande entre ces forces adossées à des cultures et des histoires politiques distinctes. Surtout, aucun travail méthodique et sérieux n'a été engagé pour tenter de dépasser les contentieux existants. Le résultat est donc celui d'une dispersion des forces de gauche, alors que la pandémie et l'éclatement de la guerre en Ukraine ont servi la prétention d'Emmanuel Macron à incarner la stabilité.

Les enjeux sont énormes pour chacune des forces concernées, qui luttent encore pour leur existence. LFI doit confirmer qu'elle dépasse de loin ses concurrents, pour prendre la tête d'un rassemblement pluriel après 2022. EELV doit réaliser un score supérieur à celui qu'avait atteint son candidat en 2002, lorsque les Verts étaient encore un petit parti junior au sein de la gauche. Faute de quoi, des divisions mortelles pourraient affecter les deux organisations qui restent les plus en phase avec les valeurs de l'électorat de gauche. Les destins du PS et du PCF apparaissent assez sombres. Malgré leur implantation locale, ces deux partis historiques du mouvement ouvrier, qui ont structuré la gauche en France depuis au moins 1945, semblent voués à des scores inférieurs à 5%, qui est aussi le seuil autorisant le remboursement public des frais de campagne.

La situation de la gauche est donc inédite depuis les années 1980, mais aussi inquiétante et contradictoire. Elle est inédite, car c'est le pôle « radical », le plus ambitieux en termes de transformation sociale, qui a pris l'ascendant sur le pôle le plus prudent en la matière. Du côté des Insoumis comme des écologistes, la volonté de rompre avec les fondements néolibéraux et/ou productivistes de l'ordre économique est clairement affichée. La situation est cependant inquiétante, car le poids électoral de l'ensemble de la gauche devrait rester dans les mêmes basses eaux qu'il y a cinq ans. Même si un candidat de cet espace politique parvenait au second tour, il serait certainement battu.

La dimension contradictoire de l'état de la gauche française provient du fait que les enquêtes d'opinion les plus sérieuses n'enregistrent pas de droitisation univoque du public français. C'est ce qui amène de nombreux politistes, parmi lesquels Vincent Tiberj et Rémi Lefebvre, à estimer que le problème principal de la gauche réside moins dans la demande des citoyens que dans l'offre politique qui leur est proposée par les organisations de gauche existantes. Il est vrai que des contradictions et des limites affectent la « demande » de politiques démocratiques, écologistes et égalitaires. Mais ces contradictions et ces limites ne sont pas la conséquence mécanique des évolutions sociologiques du corps électoral français. Elles sont exacerbées par des partis faibles, excessivement focalisés sur les enjeux électoraux, et n'ayant pas encore trouvé la manière d'articuler les aspirations à une autre société qui existent dans le pays.

